

Di Rupo et De Wever continueront à se défier

■ Les hommes forts du PS et de la N-VA seront candidats à leur propre succession.

Le premier vient de quitter le poste de Premier ministre pour retrouver la présidence du PS. Le second vient de mettre sur pied le premier gouvernement fédéral sans les socialistes depuis près de 25 ans. A notre gauche, Elio Di Rupo, qui travaillera désormais dans l'opposition malgré la première place de son parti aux dernières élections législatives, côté francophone du pays. A notre droite, Bart De Wever, qui guidera l'exécutif fédéral à partir de sa ville d'Anvers tout en restant à la tête de la N-VA qu'il a clairement menée vers la première marche du podium au nord du pays.

Deux destins que tout oppose et qui sont pourtant liés. Quand l'un monte au gouvernement, l'autre en est exclu. Et inversement. On a tendance à les sur-nommer les meilleurs ennemis du pays même s'ils s'en défendent. Et pourtant,

une fois de plus, leurs deux destinées évoluent avec d'étonnants parallélismes.

91 voix pour, dix contre

Ce week-end, anticipant quelque peu les élections présidentielles qui devaient se tenir durant l'été 2015, Elio Di Rupo a d'ores et déjà annoncé qu'il remettrait son mandat dans les mains des militants dès les 21 et 22 novembre prochains. Histoire, si certains en doutaient encore, de conforter son leadership sur un parti qu'il dirige déjà depuis 15 ans. *"Les circonstances politiques requièrent en effet que le président du PS reçoive des militants un nouveau mandat. Cette élection vise aussi à mettre les militants au cœur du choix des orientations du PS pour les prochaines années. Conformément aux dispositions des statuts, le président du PS est élu au suffrage universel direct des membres. Les candidatures à la Présidence du PS doivent être transmises au Secrétaire général endéans les 15 jours"*, précisait samedi le PS via un communiqué de presse.

Bart De Wever suivra presque le même chemin, puisque après avoir an-

noncé qu'il laisserait la place de la présidence de la N-VA après trois mandats, il vient de demander une dérogation spéciale au conseil du parti pour être à nouveau candidat à sa propre succession, justifiant au passage sa demande : *"Le parti est dans une phase de transition, il a besoin de stabilité pour assurer ce*

changement."

Sa demande a été avalisée par 91 voix pour et dix contre. Les autres candidatures doivent être rentrées pour le 15 octobre et le vote des militants interviendra par courrier ou via Internet à partir du 3 novembre prochain. Les résultats seront proclamés le 15 novembre.

L'un comme l'autre devraient, sauf surprise majeure, être reconduits dans leurs fonctions pour, dans les années qui viennent, continuer à incarner, face à face et l'un contre l'autre, les deux tendances politiques les plus importantes du pays. Deux visions aussi, radicalement différentes. Ils incarneront chacun, pendant quelques années encore, l'exact opposé de ce qu'ils sont, de ce qu'ils veulent, de ce qu'ils incarnent.

S.Ta.